

Département de Seine-Maritime

COMMUNE DE CROIX-MARE

737 Route de Fréville
76190 CROIX-MARE

Secrétariat : 02 35 92 36 72

Adresse Mail : mairie@croix-mare.fr

PROCÉDURE ADAPTÉE
N° 2025-1

FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE

DOSSIER de CONSULTATION des ENTREPRISES
REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES:
06 juin 2025 à 12h

SOMMAIRE

ARTICLE 1- NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2- OBJET DU MARCHE.....	3
2.1–OBJET DU MARCHE.....	3
2.3–FORME DE MARCHE.....	3
ARTICLE 3 – PROCÉDURE.....	3
ARTICLE 4 - DESCRIPTION SUCCINCTE.....	3
ARTICLE 5 - LIEUX D'EXÉCUTION.....	3
ARTICLE 6- DURÉE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 7 – PRIX.....	4
ARTICLE 8- CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE.....	4
8.1–MODE DE FINANCEMENT ET DEPAIEMENT.....	4
8.2- LANGUE UTILISEE.....	4
8.3- VARIANTES.....	4
ARTICLE 9 - DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
9.1—CONTENU.....	4
9.2- CONDITIONS D'OBTENTION.....	4
ARTICLE 10 - PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
ARTICLE 11 - CONTENU DES OFFRES.....	5
11.1 - CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	5
11.2- DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE.....	6
ARTICLE 12- CRITÈRES D'ATTRIBUTION.....	6
ARTICLE 13 - DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES.....	6
ARTICLE 14 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	6
ARTICLE 15 - ANALYSE DES OFFRES.....	6
ARTICLE 16 - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	7
16.1 - VISITE DU SITE.....	7
16.2- RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	7
16.3- DOCUMENTS À PRODUIRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE.....	7
16.4 - AVIS D'INFORMATION DE LA DÉCISION.....	7
16.5 – RECOURS.....	8

ARTICLE 1- NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

COMMUNE DE CROIX-MARE
737 Route de Fréville
76190 CROIX-MARE

Secrétariat : 02 35 92 36 72
Adresse Mail : mairie@croix-mare.fr

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Maire

ARTICLE 2- OBJET DU MARCHE

2.1 - Objet du marché

Le marché a pour objet la préparation et la livraison de repas en liaison froide destinés à la restauration scolaire des enfants fréquentant l'école de Croix-Mare.

2.2 - Type de marché

Marché de services de livraison de repas relevant de la catégorie des services d'hôtellerie et de restauration (CPV 55523100-3- service de restauration scolaire).

2.3 - Forme de marché

Le marché est un marché unique

ARTICLE 3 - PROCÉDURE

Ce marché est passé selon la procédure adaptée ouverte après publicité et mise en concurrence selon le code de la commande publique. Les offres ne feront pas l'objet de négociations.

ARTICLE 4 - DESCRIPTION SUCCINCTE

Préparation et livraison de repas servis aux élèves des classes maternelles et primaires de la commune de Croix-Mare.

Les repas seront servis en un point de livraison, en période scolaire, les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

Les besoins sont évalués à environ 100 repas par jour.

ARTICLE 5 - LIEUX D'EXÉCUTION

La livraison des repas sera effectuée à la cantine 61 route du Bois de Sap 76190 CROIX-MARE

ARTICLE 6- DURÉE DU MARCHE

Les prestations seront effectuées à compter du premier jour de la rentrée scolaire 2025-2026 pour une durée d'un an

Le marché est ensuite renouvelable deux fois, par tacite reconduction, en application de l'article 16 du décret 2016-360 sans que la durée totale ne puisse excéder trois ans.

ARTICLE 7 – PRIX

Le montant de l'offre devra être indiqué par le candidat dans son offre financière (article 2 du cadre d'acte d'engagement) à partir des prix unitaires ainsi que des quantités indiquées dans le détail quantitatif estimatif. Les prix unitaires sont initiaux définitifs révisables. L'unité monétaire utilisée est l'euro.

ARTICLE 8- CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

8.1 - Mode de financement et de paiement

Le financement du marché est assuré par le budget primitif de la commune de Croix-Mare. Le mode de règlement choisi par le maître de l'ouvrage est le virement par mandat administratif avec un délai maximum de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture.

8.2 - Langue utilisée

La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution est le français exclusivement. Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

8.3 – Variantes

Le marché pouvant être reconduit et sachant qu'à la rentrée 2027/2028, la loi EGALIM s'appliquera, il est demandé aux candidats de faire une offre en 5 et 4 composantes respectant scrupuleusement la loi EGALIM.

ARTICLE 9 - DOSSIER DE CONSULTATION

9.1 - Contenu

Le dossier de consultation comprend : - le présent règlement de consultation ; - le cadre d'acte d'engagement ; - le cahier des clauses particulières ; - le cadre de décomposition du prix unitaire et le détail quantitatif estimatif.

9.2 — Conditions d'obtention

Le dossier de consultation est consultable sur la plateforme de l'ADM76 :
<https://marchespublics.adm76.com>

ARTICLE 10 - PRÉSENTATION DES OFFRES

Le dossier à remettre par les candidats est placé dans une enveloppe unique, permettant de garantir la confidentialité, portant les mentions suivantes : <https://marchespublics.adm76.com>

ARTICLE 11 - CONTENU DES OFFRES

11.1 - Conditions de participation

Les candidats seront sélectionnés à partir de leurs capacités professionnelles, techniques et financières. En application de l'article 44 du décret 2016-360, ils devront fournir les renseignements suivants :

- Une déclaration permettant d'identifier le candidat mentionnant notamment le nom commercial ou la dénomination sociale, l'adresse postale de l'établissement qui exécutera la prestation et du siège social (si différent), le numéro SIRET, l'adresse électronique, les numéros de téléphone et de télécopie,
- La forme juridique du candidat, individuel ou membre d'un groupement,
- Une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 48 du décret 2016-360 concernant les interdictions de soumissionner,
- Une déclaration sur l'honneur justifiant qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés,
- Un dossier de présentation du candidat permettant à la personne publique d'apprécier ses capacités :
 - économiques et financières : chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services ou travaux objet du marché,
 - professionnelles, notamment par la présentation d'une liste des principaux services et fournitures du même ordre,
 - et techniques notamment par la présentation des moyens humains et matériels dont il dispose. L'usage des formulaires DC1 (Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants) et DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), **versions mises à jour au 26 octobre 2016**, disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> est recommandé dès lors qu'ils contiennent les renseignements demandés.

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (*documents à produire en annexe du formulaire DC2*)

11.2 - Documents relatifs à l'offre

Au titre des documents relatifs à l'offre, chaque soumissionnaire devra produire :

- **une offre technique et financière sur laquelle le candidat s'engage conformément aux pièces constitutives du marché. L'offre sera accompagnée du cadre d'acte d'engagement** ci-joint à compléter ;
- **le cadre de décomposition du prix unitaire et le détail quantitatif estimatif** ci-joint, à compléter ;
- **un dossier justificatif rédigé par le soumissionnaire**, précisant notamment l'organisation proposée par le candidat, la nature et la qualité des denrées utilisées, des propositions de menus, des indications relatives à leur variété et leur qualité nutritionnelle, la possibilité de prendre en compte des régimes spécifiques, ainsi que tout élément permettant de justifier que l'offre répond aux besoins du pouvoir

adjudicateur.

La décomposition du prix unitaire ainsi que le dossier justificatif rédigé par le titulaire et les documents joints seront contractuels.

ARTICLE 12- CRITÈRES D'ATTRIBUTION

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération : Prix de la prestation : 55 % Caractéristiques techniques de l'offre 45 %

ARTICLE 13 - DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES

Les offres doivent parvenir à destination avant la date limite de remise indiquée sur la première page du présent document. Toute offre qui est remise ou dont l'avis de réception est délivré après la date et l'heure fixée sera éliminée.

ARTICLE 14- DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 15- ANALYSE DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles 59, 60 et 62 du décret 2016- 360. Ces conditions prévoient notamment :

- l'examen de la conformité des réponses aux documents de la consultation ;
- la prise en compte des critères d'attribution énumérés à l'article 12.

Pour le jugement du critère « prix », le montant pris en compte est celui indiqué en EUROS T.T.C. dans le cadre d'acte d'engagement.

La meilleure note sera attribuée à l'offre dont le montant est le plus bas et aux offres de montant nul le cas échéant. Les autres offres seront notées par rapport à l'offre dont le montant est le plus bas, hors offre de montant nul. En cas de discordance entre les documents de l'offre, le soumissionnaire retenu sera invité à mettre les pièces de son offre en cohérence et à confirmer son engagement sur les prix. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente. Lors de l'examen des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servis à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire.

> Pour le jugement du critère « Caractéristiques techniques de l'offre » il sera tenu compte du dossier justificatif détaillé proposé par le soumissionnaire.

En cas d'égalité de note, il sera pris en compte l'offre qui aura la meilleure note sur le critère de poids le plus élevé.

ARTICLE 16 - AUTRES

RENSEIGNEMENTS 16.1 - Visite du site

Le pouvoir adjudicateur peut demander la visite des installations de convection et de conditionnement des repas

16.2 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir des renseignements complémentaires, <https://marchespublics.adm76.com>

Une réponse leur sera adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le pouvoir adjudicateur, quant à lui, pourra être amené à demander aux candidats des compléments d'information sur leurs offres, une fois celles-ci reçues.

16.3 - Documents à produire au stade de l'attribution du marché

En application des articles 51 et 55 du décret 2016-360, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner en produisant les pièces, attestations et certificats nécessaires et notamment : - un extrait de casier judiciaire, - les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du Travail et D.243-15 du Code de la Sécurité Sociale ou D.8222-7 du Code du travail ainsi que celles définies à l'article D8254-2 ou D8254-5 du même code (liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail) ; ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidats étrangers. - un extrait K Bis, - si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du jugement prononcé. En application de l'article 55 IV du décret 2016-360, si ces pièces ne sont pas produites dans le délai qui lui sera imparti, le candidat sera éliminé. Le pouvoir adjudicateur présentera alors la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres. La signature du marché par l'attributaire n'est requise qu'à ce stade de la procédure.

16.4 - Avis d'information de la décision

Les candidats non-retenus seront informés avant la signature du marché.

16.5 - Recours

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Rouen - 53 Av. Gustave Flaubert, 76000 Rouen (Tel : 0232081270. Fax : 0232081271). Des renseignements concernant l'introduction des recours peuvent être obtenus à la même adresse